

Bulletin d'histoire politique

Claude Beauregard, Guerre et censure au Canada, 1939-1945, Sillery, Les Éditions du Septentrion, 1998

Alain Canuel



Volume 8, Number 1, Fall 1999

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060410ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060410ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Canuel, A. (1999). Review of [Claude Beauregard, Guerre et censure au Canada, 1939-1945, Sillery, Les Éditions du Septentrion, 1998]. *Bulletin d'histoire politique*, 8(1), 243–245. <https://doi.org/10.7202/1060410ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Claude Beauregard, *Guerre et censure au Canada, 1939-1945*, Sillery, Les Éditions du Septentrion, 1998.

Il faut d'abord souligner la parution de ce livre sur la censure au Canada qui a d'abord été une thèse de doctorat. Peu d'écrits, traduits ou édités en français, ont présenté jusqu'ici une analyse détaillée de la censure canadienne dans le contexte de la Deuxième Guerre mondiale. Claude Beauregard a utilisé une masse impressionnante de documents d'archives pour nous présenter un ouvrage construit à la façon d'un triptyque où l'on retrouve successivement l'analyse de la censure de la presse, de la censure militaire et de la censure des communications personnelles.

Après un survol de la censure au cours de la Première Guerre mondiale et de l'entre deux guerres, l'auteur nous introduit dans l'antichambre de la Seconde guerre où seront élaborés le modèle de censure et ses mécanismes d'application. L'univers de la censure qui se résume à taire tout renseignement à caractère militaire et à protéger le moral des troupes et de la population sert de toile de fond à de multiples situations qui s'entrecroisent et s'associent au pouvoir décisionnel. Le partage des responsabilités face à l'imposition de la censure crée des rapports de force, parfois tendus, tout en suscitant des comportements et des réactions diverses des milieux journalistique, militaire et politique. Beauregard étoffe avec une solide documentation et des exemples convaincants les nombreux enjeux qui ressortissent à la censure tant au niveau des normes qu'à celui des valeurs qu'elle véhicule. Son approche analytique permet non seulement au lecteur de jauger des décisions et des actions prises par différents protagonistes, mais également de saisir le sens et les modalités d'application de la censure selon les particularités de chaque volet du triptyque.

La première partie consacrée à la censure de la presse présente les principaux protagonistes dont les rapports de force placent les censeurs au centre d'une situation qui pose fréquemment un dilemme, à savoir: comment concilier censure et liberté d'expression? Dès lors, l'autorité des censeurs s'en trouve constamment remise en question. L'épisode qui entoure la publication de l'endroit où l'on fabrique le caoutchouc synthétique (en l'occurrence, Sarnia) démontre à quel point les censeurs doivent justifier par une solide argumentation tout renversement de décisions prises par les Forces armées ou par certains ministères gouvernementaux. L'application de la censure «se fait davantage en fonction de la raison et du bon sens qu'en fonction des motifs strictement juridiques» (p. 77). L'équilibre des forces en jeu est parfois difficile à atteindre et c'est pourquoi le censeur doit constamment viser le juste milieu, à savoir «évaluer ce qu'il est préférable de ne pas publier pour des raisons de sécurité et ce qu'il est important de communiquer à la population» (p. 79). Le dossier sur le journal *Le Devoir* remet en question la crédibilité des censeurs qui estiment que la prise de position

du journal d'expression française quant à la participation du Canada à la guerre est préjudiciable puisqu'elle contrevient aux *Règlements concernant la défense du Canada*. Malgré leur détermination, les censeurs ne pourront avoir gain de cause puisque la volonté politique du gouvernement de l'heure est de ne pas intervenir.

Le deuxième volet consacré à la censure militaire s'adresse particulièrement aux soldats et correspondants de guerre présents dans les zones de combat. Après avoir brossé un portrait de la censure exercée au niveau de la correspondance des militaires canadiens cantonnés en Europe, Beauregard nous présente d'autres faits et gestes pour le moins étonnants: le courrier des militaires canadiens est scruté par d'autres censeurs — britanniques, cette fois — dans le but avoué de produire des rapports détaillés sur le moral des troupes, sur leur santé et même sur leurs impressions à propos de sujets qui débordent largement de considérations *militaires* tels, la poste, la censure, la politique au Canada et l'après-guerre. Cet épisode suffit à convaincre le lecteur que «les soldats sont complètement à la merci d'un système qui n'a aucune notion de respect de la vie privée» (p. 118).

Les correspondants de guerre font également l'objet d'un contrôle absolu de l'information. Afin de ne pas miner le moral des troupes et de la population, les Forces armées iront jusqu'à censurer les bavures commises par les Alliés tel le bombardement de l'infanterie canadienne en Normandie par l'aviation américaine et la Royal Air Force. Même si la censure militaire s'exerce à tous les niveaux de l'information en provenance et à destination des zones de combat et qu'elle se pratique à l'insu des politiciens, elle n'est pas fatalement hermétique. L'auteur nous apprend que certains hauts gradés militaires s'en servent à des fins personnelles pour éliminer toute critique à leur égard ou pour obtenir de force des campagnes de publicité personnelles.

En utilisant un registre suffisamment étendu de points de vue et d'exemples choisis pour illustrer la censure militaire dans toute sa dimension, Beauregard crée du même coup une sorte d'équilibre entre la censure militaire et celle qui constitue le troisième et dernier volet de son analyse: la censure des communications personnelles et le renseignement. La réorganisation du système de censure au milieu de la guerre permet, entre autres, un élargissement des sources informationnelles qui s'étendent à l'échelle mondiale, ou peut s'en faut. Le Canada, les États-Unis et l'Angleterre forment ainsi une sorte de super-réseau d'information cependant que les ministères canadiens sont de plus en plus nombreux et surtout de plus en plus intéressés «à tous les aspects de la chose politique, militaire et économique» (p. 159). Sous le couvert du secret militaire et de la sécurité nationale, la confidentialité, d'affirmer Beauregard, n'existe plus. En outre, l'accumulation de l'information relative à la période d'après-guerre démontre bien que le gouvernement utilise la censure à des fins politiques (p. 167). À la suite de cette observation, nous pouvons prétendre que la censure des

communications personnelles, qui apparaissait au début comme un complément de la censure militaire, se voit désormais subsumée par le pouvoir politique.

La trilogie du discours sur la censure que Beaugard nous présente demeure incontestablement un des points forts de son analyse puisqu'elle permet de mieux saisir la polysémie de ce concept et de mettre en relief son ubiquité. La conclusion du livre demeure fort intéressante et suggère des avenues nouvelles de la recherche sur la censure. Reste à souhaiter que d'autres études sur le contrôle et la manipulation de l'information pendant la Deuxième Guerre mondiale au Canada viendront se greffer à l'ouvrage de Beaugard.

Alain Canuel
Historien, CRSNG

Malouin, Marie-Paule, *Le Mouvement familial au Québec. Les débuts: 1937-1965*, Montréal, Boréal, 1998, 158 p.

Le titre peut être trompeur. Il ne s'agit pas tant de l'histoire d'un «mouvement familial» cohérent que la chronique de l'évolution d'une kyrielle d'associations et d'initiatives familiales qui émergent à la fin des années 1930. Ainsi, en étudiant journaux, documents manuscrits et revues du temps, l'auteure a déterminé trois périodes qui modulent l'évolution de ces associations soucieuses du bien-être de la famille.

D'abord les années 1937-1945 où les associations s'attachent surtout à éduquer les parents. Les promoteurs des initiatives familiales, considérant la famille comme la pierre angulaire de la société, s'inquiètent de l'évolution des mœurs et des changements sociaux amenés par l'industrialisation et l'urbanisation. Estimant la famille en crise, ils tentent alors de la régénérer tant sur le plan moral que matériel en formant et en aidant les époux à assumer leur rôle de parent. C'est ainsi qu'en 1937 naît le Bureau d'assistance sociale aux familles et que la revue d'action catholique *Tempérance* adopte un nouveau format et prend le nom de *La Famille* autour de laquelle gravitera l'association «Les Amis de la famille». Peu après s'ouvre l'École des parents, puis la «Ligue ouvrière catholique» (LOC) qui, selon l'auteure, «constitue le premier mouvement familial qui affirme représenter des familles ouvrières et qui réclame en leur nom des réformes» (p.38). Une dizaine d'initiatives, dont l'Institut familial, le Service d'éducation familiale et l'Institut d'études familiales, se disputent ainsi ce champ du social et s'évertuent à faire du savoir relatif à la famille une discipline universitaire.

Dans la seconde période, 1946-1954, les associations familiales délaissent cependant l'éducation familiale, trop étroitement associée à l'éducation